L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
IMPRIMÉ PAR JEROME BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 12 NOVEMBRE 1835.

Théâtre d'Orléans.

Un accident des plus singuliers a failli troubler la représentation donnée mardi dernier au théâtre d'Orléans. M. Perrin, dans le rôle de Christian, en drame de Clot, en faisant le simulacre de donner un coup de poignard au juif Raphaël Barsa, le fit en porta véritablement un; la blessure cependant fut assez légère, et la pièce continua sans que personne ait fait aperçu de ce qui venait d'avoir lieu.

Un événement de cette nature, ne devrait pas engager l'administration du théâtre d'Orléans à ne faire usage, dans de semblables cas, que de poignards à ressorts? Nous le pensons; car, outre que l'illusion serait plus grande pour le spectateur, le comédien lui-même n'est plus à son aise, et ne se verrait pas exposé à mourir pour tout de bon, lorsqu'il ne doit mourir que par *jeu*.

Le drame de *Cicéli* est du nombre de ceux qui ne [illegible] à passer l'analyse. Aussi nous n'en dirons rien [illegible] M. Dabry et Girardet, MM. [illegible] leurs efforts pour le rendre [illegible] ces rares occasions où il y a [illegible]

Perrin a été accueilli, comme il devait l'être, avec [illegible] grand plaisir. Ces talents variés qui [illegible] nous font rester un répertoire et finir [illegible] ce qu'on le donnera. Nous pensons [illegible] cependant que l'auditoire du [illegible] n'était pas assez nombreux que nous l'avions espéré. Cela ne viendrait pas de la représentation de *Cicéli* c'est une question à laquelle le public seul peut répondre.

Conseil de Ville de la Nouvelle-Orléans.

Nous avons, dans notre article d'hier, cherché à démontrer quels sont les principes gouvernant d'un gouvernement populaire. Les bases en étant établies, d'après l'esprit même de la constitution qui le régit, voyons maintenant de quelle manière on peut et on doit exécuter la question qui vient d'être agitée dans le Conseil.

D'abord il faut considérer que ce corps, quelque peu limité que soit sa juridiction, entre beaucoup dans la catégorie d'institutions représentatives; par conséquent, il doit être soumis aux mêmes théories que celles qui s'appliquent aux gouvernements généraux.

Les effets quelconques sont les attributions du Conseil de Ville? le faire des lois qui soient en harmonie avec les besoins de cette partie de la population dont il représente les intérêts, et dont il a pour but de défendre les droits. Mais comment pourra-t-il remplir fidèlement et utilement son mandat, si les différentes branches nécessaires à sa composition ne se trouvent pas établies de telle sorte qu'un équilibre parfait soit constamment maintenu entre elles?

L'organisation actuelle du Conseil de Ville de la Nouvelle-Orléans est radicalement vicieuse, et c'est de ce vice que résultent tous ces abus qui, de plus immoral se glissent dans la plupart des ordonnances émanées de son sein. Presque toutes sont empreintes, soit du cachet de la sectionnalité, soit de celui de compérage. Ces deux qualifications peuvent paraître exagérées, à quiconque n'aura pas suivi attentivement les délibérations de ce corps, mais en fait elles sont rigoureusement appliquées, et nous allons nous-mêmes, en montrant la main sur leurs conséquences, convaincre, nous en sommes persuadé de la vérité de cette assertion.

Et comment l'esprit de section a-t-il pu se domicilier [illegible] dans un corps composé d'hommes *sérieusement*, de délégués, dont le mandat spécial (puisqu'on ait du nom de mandataires, dans le cercle de la ville) [illegible] est de protéger et de certifier purement et simplement les intérêts qu'on désire que l'on [illegible] s'imaginer que le fer, la fonderie [illegible] soient au Conseil les membres qui [illegible] viennent chercher, dans le but de les faire [illegible] la prospérité d'un quartier autre que celui auquel [illegible] appartiennent ? Et comment, [illegible] aucunement satisfaisant, pourrait-il [illegible] *compérage* ? Il faut qu'il y en ait un [illegible] il n'y en a pas, point d'amélioration pour aucun [illegible] conséquent point pour le développement [illegible] bres, persuadés de cette conséquence [illegible] obligés de s'écarter rigoureusement de la [illegible] voirs qui leur est tracée. De là ces compromis, [illegible] gnes, et sans lesquels le membre qui [illegible] ou qui présente une résolution [illegible] qu'il demande. De là ce refrain [illegible] application, n'a jamais cessé d'entendre [illegible] vent à qu'un Conseil : *Passons-nous [illegible] tu pour passer le tien.* » De là enfin, et [illegible] résulter l'inutilité [illegible] *même* général entre [illegible] et le vote du maire qui doit [illegible] parce que le maire ne représente [illegible] sont les seuls qu'il doive [illegible]

[illegible] dans des cas [illegible] pas à donner vingt ou trente [illegible] parties n'incorporées de fait dans [illegible] supérieure lorsqu'elles [illegible] [illegible] [illegible]